CHAPITRE 12 L'internationalisme et les questions mondiales

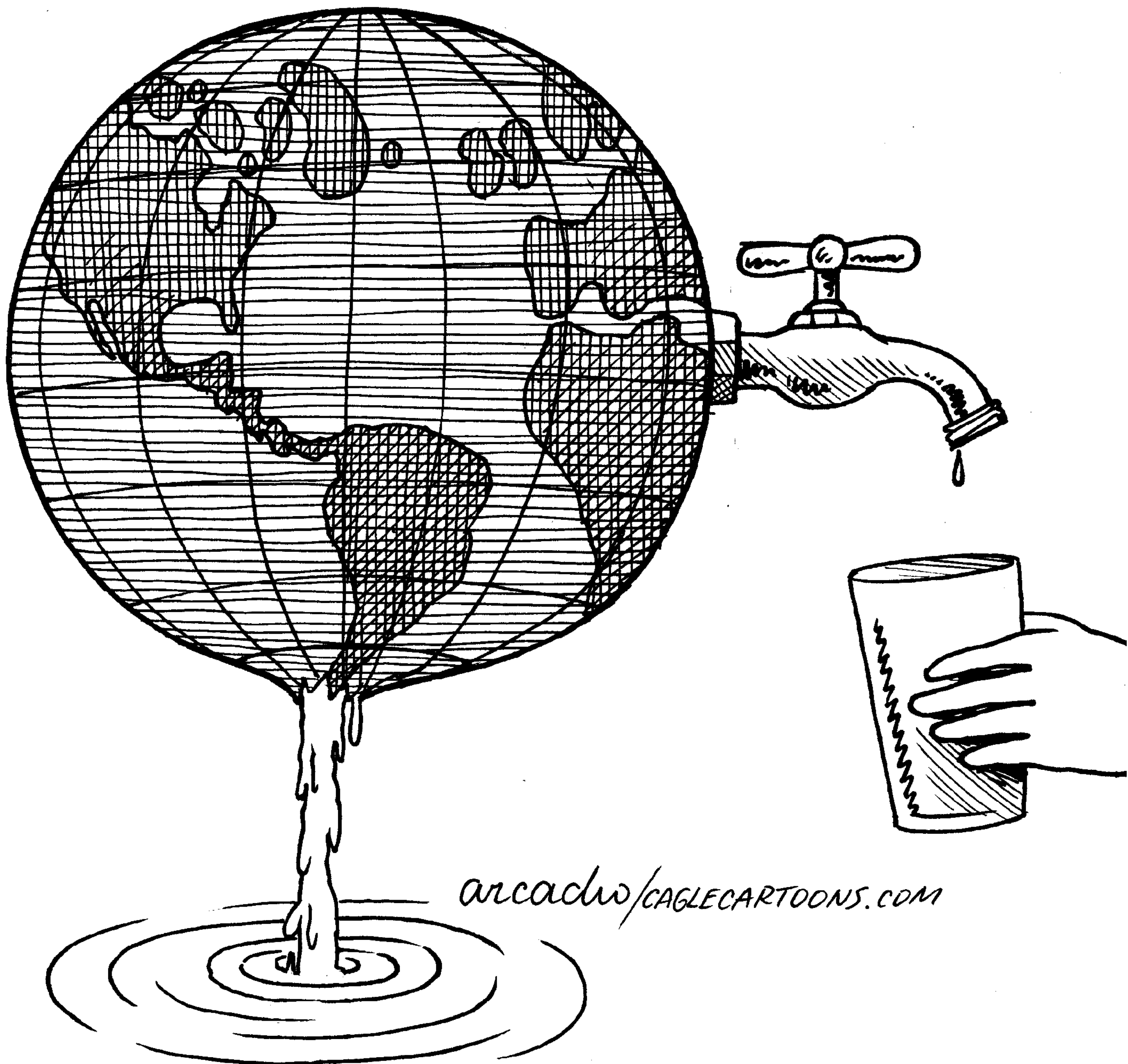


Figure 12-1 Cette caricature d'Arcadio Esquivel, parue dans le journal panaméen *La Prensa*, se veut un commentaire sur la diminution redoutée des réserves mondiales d'eau potable.

QUESTION DU CHAPITRE

Dans quelle mesure l'internationalisme peut-il s'attaquer efficacement aux problèmes mondiaux actuels ?

Le Canada a plus de réserves d'eau douce propre que tout autre pays, alors bien des Canadiens considèrent la disponibilité de l'eau comme allant de soi. Ils ne voient pas de problème à se doucher, à arroser les pelouses ou à laver leurs voitures longuement. En moyenne, les Canadiens utilisent chacun environ 335 litres d'eau par jour. C'est beaucoup plus que dans la majorité des pays. Les Français, par exemple, ne consomment que 150 litres par jour.

En contrepartie, beaucoup de gens dans le monde n'ont que peu ou pas accès à l'eau potable. Les raisons peuvent être liées à la géographie, à la pauvreté, à la croissance démographique ou à un conflit. Quoi qu'il en soit, une pénurie d'eau peut être mortelle. Les gens peuvent en effet mourir de soif ou de maladies qu'ils ont contractées en buvant de l'eau contaminée.

De nombreux internationalistes constatent que l'eau fait partie des besoins humains fondamentaux. Selon eux, les ressources de la Terre, surtout l'eau, appartiennent à tous, et les pays qui disposent d'eau potable en abondance devraient la partager. Certains prédisent même que l'accès à l'eau potable sera la prochaine source majeure de conflit dans le monde.

Examine la caricature de la page précédente, puis réponds à ces questions.

- Quel est le message de cette caricature ?
- L'eau est-elle une ressource au même titre que le pétrole ? Les entreprises privées devraient-elles pouvoir puiser de l'eau et la vendre là où il y a de la demande ?
- L'eau du Canada devrait-elle être réservée aux Canadiens, ou devrait-on plutôt obliger les pays riches en eau comme le Canada à la partager avec d'autres pays ?
- Pourquoi certains prédisent-ils que l'accès inéquitable à l'eau potable deviendra une source de conflit ?

MOTS CLÉS

pauvreté absolue

dette odieuse

Aperçu

Dans ce chapitre, tu chercheras des réponses aux questions suivantes en examinant dans quelle mesure l'internationalisme permet de régler efficacement certains problèmes mondiaux contemporains.

- Quels sont quelques-uns des problèmes mondiaux actuels ?
- Comment s'est-on servi de l'internationalisme pour essayer de régler les problèmes mondiaux ?
- L'internationalisme est-il toujours le moyen le plus efficace de régler les problèmes mondiaux ?

Mon carnet sur le nationalisme

Passe en revue les notes que tu as prises jusqu'à présent dans ton carnet. Réfléchis à la disponibilité de l'eau et sur l'intérêt d'adopter ou pas une approche internationaliste pour éviter des conflits d'approvisionnement en eau. Date tes réflexions et note-les dans un cahier, un journal de bord, un portfolio ou un fichier électronique, pour pouvoir revenir y constater tes progrès tout au long de ce cours.

Quels sont quelques-uns des problèmes mondiaux actuels ?

Figure 12-2 Classement du Canada parmi les membres de l'OCDE en matière de performance environnementale — quelques indicateurs clés*

Indicateur	Rang du Canada
Émissions de gaz à effet de serre	26e sur 29
Consommation énergétique	28e sur 30
Production de monoxyde de carbone	28e sur 28
Consommation d'eau	29e sur 30
Production de déchets nucléaires	30e sur 30
Distance moyenne parcourue par les véhicules routiers	29e sur 30

* Parce que des données fiables n'étaient pas disponibles dans toutes les catégories, les classements ne sont pas tous sur 30.

Source : École de gestion des ressources et de l'environnement, Université Simon Fraser, La feuille d'érable au sein de l'OCDE : une comparaison des progrès vers la durabilité

La mondialisation a tourné l'attention du monde sur des problèmes qui, autrefois, n'auraient touché que peu de gens. Quand un gigantesque tsunami a frappé le sud-est de l'Asie en 2004, par exemple, les nouvelles sur la dévastation ont fait le tour du monde en quelques minutes. Des évènements de ce genre démontrent bien que les peuples de la Terre sont plus interreliés que jamais. Cette connexité a sensibilisé les gens au fait que des questions comme les changements climatiques, la propagation des maladies et l'accès à l'eau potable concernent tout le monde.

Les changements climatiques

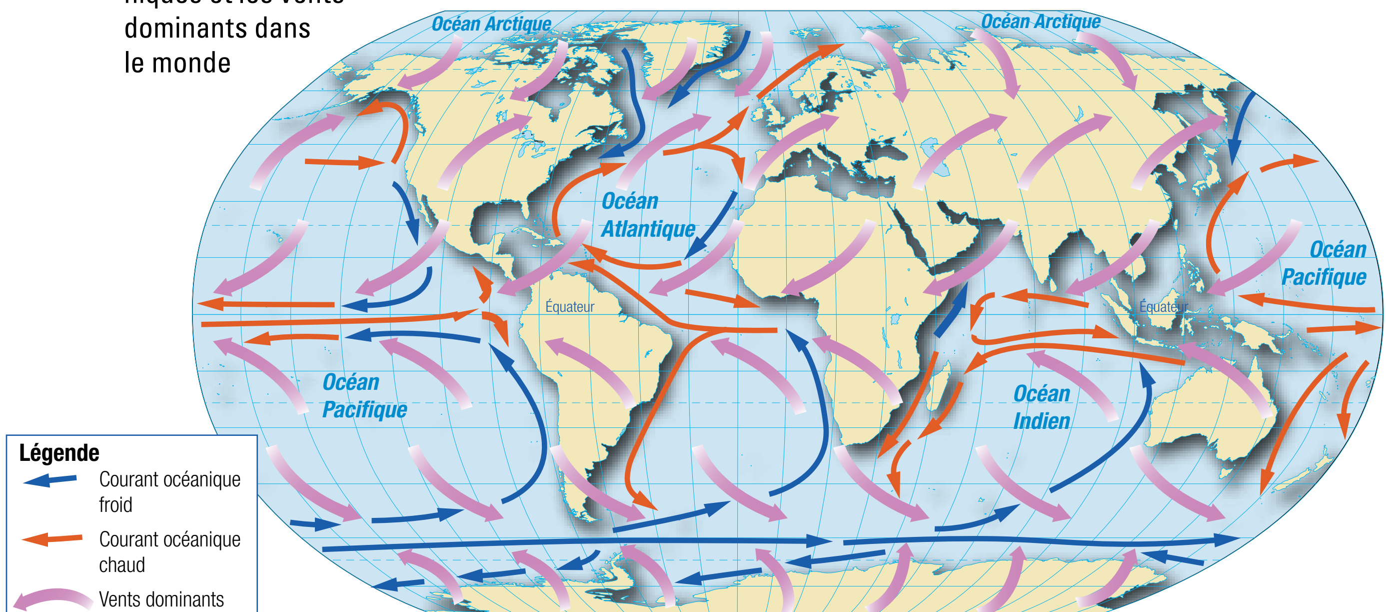
Les courants océaniques et les vents dominants ne connaissent pas de frontières : la pollution produite dans un pays quelconque peut se déplacer, et ses effets se feront sentir bien au-delà de ses frontières.

Observe la carte de la figure 12-3. Cette carte montre-t-elle la nécessité d'une approche internationale afin de résoudre les problèmes associés aux changements climatiques ? Explique ton point de vue.

Le protocole de Kyoto, proposé en 1997, est une initiative internationale visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, qui contribuent grandement aux changements climatiques mondiaux. Les pays développés signataires de ce protocole, dont le Canada, ont convenu de réduire de 20 % ces émissions d'ici 2020. Mais le Canada a depuis annoncé qu'il n'atteindrait pas les objectifs de Kyoto (en grande partie parce qu'on estime qu'il en coûterait 51 milliards de dollars pour le faire).

De l'avis de certains, ce retrait du protocole de Kyoto indique que le Canada demeurera l'un des pays développés les plus pollueurs du monde. Une étude de l'Université Simon Fraser, publiée en 2005, par la Fondation David Suzuki analyse la performance environnementale des 30 pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). La figure 12-2 présente certains des indicateurs responsables du classement global du Canada au 28e rang. Seules les performances de la Belgique et des États-Unis sont pires que celles du Canada.

Figure 12-3 Les courants océaniques et les vents dominants dans le monde



La propagation des maladies

Un autre problème mondial contemporain est la propagation des maladies mortelles ; cependant, il est loin d'être nouveau. En effet, au cours de l'histoire, les maladies ont décimé bien des peuples. Ainsi, au XIVe siècle, la peste noire a frappé l'Asie, l'Europe et l'Afrique, tuant près de 125 millions de personnes. Cette pandémie tristement célèbre est encore considérée comme la plus meurtrière de tous les temps.

De même, à la fin de la Première Guerre mondiale, en 1918, une grippe mortelle s'est répandue avec le retour des soldats qui sortaient des tranchées de la France et de la Belgique. Certains historiens estiment que ce virus aurait été responsable de la mort d'au moins 50 millions de personnes dans le monde entier, y compris plus de 50 000 Canadiens.

Autrefois, les maladies mettaient longtemps à se propager, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les maladies, tout comme les marchandises et les gens, voyagent rapidement et aisément partout dans le monde, ce qui accroît le potentiel de propagation. Entre novembre 2002 et juillet 2003, par exemple, le SRAS s'est répandu dans 26 pays et a emporté près de 800 personnes.

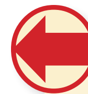


Chaque année, un milliard de personnes prennent l'avion et, ce faisant, offrent aux virus des occasions de se propager sans précédent. Au XIXe siècle, il fallait quelques mois aux bateaux à vapeur pour semer le trouble ; maintenant cela est faisable en moins de 12 heures. La concentration de gens dans les mégalopoles assure également une dispersion rapide [des virus].

— *Andrew Nikiforuk, journaliste et auteur,* Pandemonium, *2006*

Les efforts internationaux contre la propagation des maladies

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS), dépendante des Nations Unies, est au cœur des efforts internationaux visant à identifier, à surveiller et à contrôler les menaces à la santé, y compris les maladies mortelles. Ainsi, durant l'épidémie du SRAS, les responsables de l'OMS ont coordonné des mesures qui ont limité la propagation de cette maladie et empêché l'épidémie d'infecter plus de gens.



Rappel

Tu as lu sur l'OMS et sur le SRAS aux chapitres 9 et 11.

Selon l'OMS, la grippe de 1918 a été la dernière grippe pandémique majeure, bien que de graves épidémies de grippe se soient également déclarées en 1957 et en 1968. Une pandémie est une épidémie qui atteint un très grand nombre de personnes, dans une zone géographique très étendue.

En se fondant sur l'expérience passée, l'OMS prévoit trois ou quatre grippes pandémiques aux 100 ans. Ses responsables ont donc prévenu qu'une pandémie susceptible de tuer pas moins de sept millions de personnes n'est qu'une question de temps.

Pour contrer cette menace, l'OMS a mis en place le Réseau mondial d'alerte et d'action en cas d'épidémie. Ce groupe international assure la liaison entre les organisations de santé dans divers pays, planifie et coordonne les réponses internationales et voit à ce que l'aide technique soit fonctionnelle dès la déclaration d'une épidémie.

Une organisation internationale comme l'OMS est-elle essentielle pour contrôler les pandémies du XXIe siècle ou, au contraire, les pays devraient-ils pouvoir prendre unilatéralement des actions conformes à leur propre intérêt national ?

Figure 12-4 La peur s'est emparée de plusieurs communautés canadiennes pendant la pandémie de grippe de 1918. Beaucoup de gens, comme ces hommes en Alberta, portaient un masque dans l'espoir de se protéger contre l'infection.





La grippe aviaire

L'Organisation mondiale de la Santé a prédit que la grippe aviaire causerait probablement la prochaine pandémie mortelle. La grippe aviaire se répand par l'intermédiaire d'oiseaux infectés qui disséminent la maladie partout où ils vont. Il existe plusieurs variétés de grippes aviaires, mais jusqu'ici, une seule, la souche H5N1, s'est transmise aux êtres humains.

La souche H5N1, similaire au virus ayant causé tant de morts en 1918, a fait sa première apparition à Hong Kong, en 1997. Dix-huit personnes qui avaient été en contact étroit avec les oiseaux infectés ont contracté la maladie, et six d'entre elles en sont mortes. Pour contenir l'épidémie, les représentants de la santé ont ordonné qu'on tue toutes les volailles domestiques de Hong Kong, soit environ 1,5 million d'oiseaux.



Depuis, des épidémies causées par la souche H5N1 ont été signalées dans d'autres pays asiatiques et aussi loin vers l'ouest qu'en Turquie, en Grèce et en Roumanie. Dans chaque cas, les représentants de la santé sont parvenus à limiter l'épidémie, bien que le taux de mortalité parmi les personnes ayant contracté la maladie soit élevé.

Figure 12-5 Quand une souche de grippe aviaire a été découverte en Colombie-Britannique dans des fermes de volailles élevées en liberté, les fonctionnaires de l'Agence canadienne d'inspection des aliments sont immédiatement entrés en action. Même si la grippe ne correspondait pas à la souche meurtrière H5N1, les fermes ont été mises en quarantaine, des millions d'oiseaux domestiques ont été abattus, et les représentants de la santé ont mis en place des mesures de protection des travailleurs et du public.

En dépit de cela, certains experts en médecine considèrent les avertissements de l'OMS sur la grippe aviaire comme alarmistes. Rappelant un avertissement de ce genre lancé par l'OMS, en 2007, Richard Schabas, ex-médecin hygiéniste en chef de l'Ontario, a déclaré à CBC News : « C'est la troisième fois que l'OMS nous avertit de l'imminence d'une pandémie de grippe aviaire. Elle l'a fait en 1997 et elle avait tort. Elle l'a fait cette année et elle avait tort, une fois de plus. »

Est-il fondé de qualifier d'alarmistes les annonces de l'OMS sur l'imminence d'une pandémie de grippe aviaire ? Explique ton point de vue.



C'est une question très importante : cette eau vous revient-elle simplement parce que vous vivez [au Canada], parce que vos parents sont nés ici ou quelque chose du genre, tandis que les autres n'ont pas d'eau simplement parce qu'ils vivent là où il n'y en a pas ? Ça serait juste, ça ? Pas du tout.

— Maude Barlow, présidente du Conseil canadien et cofondatrice du projet Planète bleue, 2007

L'accès à l'eau

D'après les estimations, le Canada possède près de 20 % de l'eau douce de la planète, mais seulement 5 % de la population mondiale. Presque tous les Canadiens ont donc accès à l'eau pure en abondance.

Mais ce n'est pas le cas de la plupart des gens dans le monde. En 2006, les Nations Unies ont déclaré que 1,1 milliard de personnes manquaient d'accès élémentaire à l'eau potable et que plus de 2,5 milliards n'avaient pas accès aux systèmes de traitement des eaux usées adéquats. De plus, près de 2 millions d'enfants étaient morts de maladies causées par l'eau contaminée et de piètres systèmes d'assainissement.

Comme l'accès à l'eau pure est une importante question de santé, certains font valoir que des pays riches en eau comme le Canada devraient partager leur eau. En 2002, un comité des Nations Unies a déclaré que l'accès à l'eau pure est un droit fondamental. Le Canada a été le seul pays à s'opposer à cette résolution.

Le contrôle de l’eau

Le barrage de la rivière Oldman, qui se trouve sur la rivière du même nom près de Pincher Creek, en Alberta, a été construit pour produire de l’électricité et faire de l’irrigation afin de réduire la gravité des sécheresses dans la région. Ce projet a suscité la controverse quand la nation Piikani et la Société des amis de la rivière Oldman, un groupe écologiste, s’y sont opposés. Malgré cette opposition, le projet est allé de l’avant, et le barrage a été achevé, en 1992.

Les pays assument la gestion des eaux à l’intérieur de leurs frontières et décident eux-mêmes de l’usage qu’ils en font. Ces décisions concernent la vente d’eau, le détournement de cours d’eau pour produire de l’énergie hydroélectrique et le déversement des eaux usées. Cependant, avec la diminution des réserves mondiales d’eau douce, les pays riches en eau doivent s’attendre à des pressions internationales les incitant à partager leur eau.

Le gouvernement canadien déconseille les exportations d’eau en vrac, mais les écologistes et d’autres craignent que l’Organisation mondiale du commerce dénonce cette politique en vertu de l’Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Au début de 2008, le Munk Centre for International Studies de l’Université de Toronto a poussé le gouvernement canadien d’adopter de nouvelles lois interdisant le transfert d’eau hors du pays. « C’est peut-être là l’une des dernières occasions pour le Canada de contrôler efficacement son eau, d’exercer sa souveraineté sur son eau », a déclaré Adèle Hurley, directrice du programme sur les questions de l’eau de cet organisme.

Les défenseurs de cette approche soutiennent que l’eau est une question de souveraineté et que le Canada doit protéger ses intérêts nationaux en ce domaine. Mais d’autres croient que le Canada essaie ainsi de resserrer son contrôle sur ses réserves d’eau, à un moment où les pénuries mondiales d’eau sont de plus en plus nombreuses.

Si l’eau était déclarée ressource internationale appartenant à toute l’humanité, quel effet cela aurait-il sur les États-nations ?



Figure 12-6 Le barrage des Trois-Gorges récemment construit sur le fleuve Yangzi, en Chine, est le plus grand du monde. Il sert à produire de l’électricité, à emmagasiner de l’eau pour l’irrigation des cultures, à contrôler les inondations et à faciliter la navigation intérieure. Certains critiques disent que ce barrage va accroître l’accumulation des polluants et nuire à la qualité et à la quantité d’eau qui coule vers la mer.



Figure 12-7 Le barrage de la rivière Oldman, près de Pincher Creek, a été construit pour produire de l’électricité et permettre l’irrigation de façon à réduire la sécheresse dans la région. Malgré l’opposition de la nation Piikani et de la Société des amis de la rivière Oldman, le projet est allé de l’avant et le barrage a été achevé, en 1992.

Réfléchis et réagis

En mars 2004, la chroniqueuse Wendy R. Holm du magazine *Country Life in BC* écrivait : « Que l’ALENA vous plaise ou non, là n’est pas la question. Que vous souteniez les exportations d’eau ou que vous vous y opposiez, là n’est pas la question. C’est une question de souveraineté. Le Canada doit avoir un pouvoir discrétionnaire absolu sur la gestion de ses ressources en eau. À perpétuité. »

Avec un camarade, préparez des notes et énumérez des points qui pourraient être à la base d’une réaction écrite en faveur ou à l’encontre de la position de Wendy Holm.

Comment s'est-on servi de l'internationalisme pour essayer de régler les problèmes mondiaux ?

Comment peut-il être de l'intérêt national d'un pays d'essayer de résoudre les problèmes d'autres pays ?



Lien Internet

Pour en savoir davantage sur les pays les moins développés du monde et sur le pourcentage de la population qui vit avec moins de un dollar par jour, visite ce site Internet et suis les liens qui y sont indiqués.

www.cheneliere.ca

Suppose que tu veuilles prendre un cours qui n'est offert que dans une école hors de ton voisinage. Changerais-tu d'école de toi-même ou en parlerais-tu avec ta famille ? Sur quoi fonderais-tu ton choix des personnes à qui demander conseil ?

Certaines questions, comme le choix de ton école, peuvent être résolues individuellement ou en famille, mais d'autres questions sont trop complexes pour que les individus les règlent seuls. En fait, certains problèmes mondiaux contemporains sont si complexes que même des gouvernements nationaux sont incapables d'en venir à bout. C'est pour cela que de nombreux pays préfèrent s'attaquer à des problèmes comme la pauvreté, la faim, la maladie, l'endettement, les changements climatiques, les droits de la personne et les conflits en collaboration avec la communauté internationale.

L'internationalisme et la pauvreté

La pauvreté cause souvent d'autres problèmes, entre autres la faim, la maladie et les conflits. En 2006, la Banque mondiale estimait que plus d'un milliard de personnes sur les 6,65 milliards que compte la population mondiale vivent dans la pauvreté absolue. Les Nations Unies définissent la **pauvreté absolue** comme une « condition caractérisée par de grave privations en matière de besoins fondamentaux, dont l'accès à la nourriture, à l'eau potable, aux installations sanitaires, aux soins de santé, au logement, à l'éducation et à l'information. Elle dépend non seulement des revenus mais aussi de l'accès aux services. »

Selon Oxfam, une ONG internationale, les causes de la pauvreté sont les suivantes :

- Le manque d'éducation. Dans de nombreux pays, les écoles imposent des frais de scolarité qui excèdent les moyens de nombreuses familles. Les gens qui n'ont pas reçu de formation de base trouvent difficilement de l'emploi et risquent de s'enfermer dans le cycle de la pauvreté.
- Le manque d'accès aux ressources. Des millions d'agriculteurs n'ont pas les ressources (terre, eau, crédit et accès aux marchés) nécessaires à leur survie.
- Les conflits et les guerres. Dans divers pays, la guerre a forcé les gens à l'exode. Les gens qui ont dû fuir en abandonnant leur maison sont souvent dans l'impossibilité de travailler et de gagner de l'argent.
- Les règles commerciales. Certaines règles du commerce international, comme l'imposition de tarifs élevés ou l'interdiction de certaines importations, peuvent se répercuter sur certains agriculteurs, manœuvres et ouvriers d'usine. Elles empêchent parfois des personnes de vendre leurs produits et services.
- La discrimination. À l'intérieur des pays, les groupes minoritaires ont souvent un accès limité aux emplois, aux ressources et à l'aide gouvernementale.

Explique, en tes propres mots, ce qu'est « le cycle de la pauvreté », auquel on a fait allusion dans le premier point. Au besoin, dresse un diagramme pour clarifier tes idées.



Figure 12-8 Cet enfant aide ses parents à trouver des matériaux recyclables dans un dépotoir du sud-est de la Chine. Selon certaines estimations, plus de 85 millions de Chinois vivent dans la pauvreté absolue. Le niveau de pauvreté en Chine devrait-il être une préoccupation internationale ?

L'internationalisme et la faim

La faim, la malnutrition et l'inanition sont souvent des conséquences directes de la pauvreté. Dans son livre *Global Problems and the Culture of Capitalism,* Richard Howard Robbins écrit : « La grande difficulté est d'instaurer des conditions économiques, sociales et politiques qui donneront à chacun accès à la nourriture ou aux moyens de s'en procurer. »

Ces dernières décennies, cette difficulté que soulève Robbins a fait l'objet d'intenses efforts internationaux. En novembre 1996, par exemple, les Nations Unies ont organisé le premier Sommet mondial de l'alimentation. Des délégués de 185 pays et de l'Union européenne, réunis à Rome, ont convenu de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde d'ici 2015.

Ce but a été renforcé en 2000, quand les Nations Unies ont fait de l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim l'un de leurs objectifs du Millénaire pour le développement. Bien que des progrès aient été faits, les changements s'opèrent lentement, et les experts prédisent que les efforts consentis ne suffiront probablement pas pour atteindre les objectifs.

Les organisations non gouvernementales s'emploient aussi à réduire la faim dans le monde et à en éliminer les causes. Ainsi, la fondation VERITAS, une ONG établie aux États-Unis, se consacre à la lutte contre la faim chez les enfants, la misère et l'analphabétisme à l'échelle locale, nationale et mondiale. En 2007, cette organisation a recueilli plus de 100 000 $ en réponse au pressant appel de l'UNICEF qui avait besoin de nourriture, de logement et de livres pour les enfants de l'Afghanistan.

Hunger Free World [Monde sans faim], une ONG établie au Japon, lutte contre la faim en apportant de l'aide et en fournissant des enseignants et des programmes d'éducation qui valorisent l'autosuffisance. L'un de ses projets consiste à établir des liens entre des écoles secondaires japonaises et des écoles secondaires de pays en voie de développement.

Détermine deux ou trois mesures importantes que les Canadiens pourraient prendre pour aider à éliminer la pauvreté et la faim dans le monde. Explique quel type d'engagement (individuel, de groupe ou gouvernemental) conviendrait pour appliquer chacune de ces mesures.

La faim au Canada

La faim n'est pas un problème réservé aux pays en voie de développement. Le Canada est l'un des pays les plus riches du monde. Son économie florissante a permis de réduire le taux de Canadiens qui sont pauvres. Cela dit, les experts estiment qu'environ 11 % des Canadiens vivent encore sous le seuil de la pauvreté. Entre 1989 et 2007, par exemple, le nombre de personnes qui fréquentaient les banques alimentaires s'était accru de 91 % et, en mars 2007, plus de 720 000 personnes dépendaient des banques alimentaires pour se nourrir et nourrir leur famille.

Si 11 % des Canadiens vivent dans la pauvreté, les Canadiens devraient-ils d'abord résoudre leur propre problème avant de se préoccuper de la pauvreté dans le reste du monde ?



Il est facile et à la portée de tous les hommes de donner de l'argent. Mais il n'est ni facile ni à la portée de tous de décider à qui le donner et combien et quand et pourquoi et comment. Pareille capacité est rare, noble et digne de louange.

— Aristote, philosophe grec, IVe siècle avant notre ère

Le savais-tu ?

Données sur la faim dans le monde

Fréquence des décès par inanition : 1 toutes les 4 secondes

Nombre d'enfants qui meurent d'inanition : 6,57 millions par an

Nombre de personnes chroniquement affamées : 850 millions (1 personne sur 7)

Lien Internet

Pour en savoir davantage sur les efforts internationaux pour éliminer la faim, visite ce site Internet et suis les liens qui y sont indiqués.

www.cheneliere.ca

L'internationalisme et la maladie

La pauvreté contribue à la faim et à la malnutrition, et à la maladie aussi. Les gens qui souffrent de malnutrition ne peuvent combattre efficacement la maladie, et ceux qui sont pauvres n'ont ni l'instruction nécessaire pour comprendre comment prévenir la maladie ni l'argent pour acheter des médicaments. De plus, les gouvernements des pays pauvres, souvent, ne peuvent pas procurer à leur population les soins de santé que beaucoup de Canadiens considèrent comme allant de soi.

Témoignages

Ce qu'il y a de plus terrible avec le sida, c'est que c'est un cercle vicieux : vous vous donnez du mal pour trouver l'argent du traitement médical de votre sœur ou de votre mari, mais ça n'est pas assez et cette personne meurt ; vous vous endettez pour payer les funérailles, puis vous vous retrouvez avec quelques orphelins de plus pour qui il faut payer les frais de scolarité ; mais vous n'avez pas pu faire les semailles tellement vous êtes débordé par tout cela ; alors, il n'y a pas de nourriture et vous ne pouvez aller à la ville chercher du travail parce que vous devez prendre soin de quelqu'un d'autre qui est tombé malade. Il n'y a jamais de répit.

— Stephanie Nolen, journaliste et écrivaine canadienne, 2006

Lien Internet

Pour en savoir davantage sur la lutte contre le sida en Afrique, visite ce site Internet et suis les liens qui y sont indiqués.

www.cheneliere.ca

VIH et sida en Afrique

Dans les pays développés comme le Canada, un diagnostic de sida a déjà été l'équivalent d'une condamnation à mort. Ce n'est plus le cas, puisque des médicaments permettent maintenant aux gens infectés par le virus de survivre. De plus, des stratégies de prévention ont aidé à ralentir la propagation de la maladie. En 2006, environ seulement 0,3 % des Canadiens avaient le sida.

Il en va autrement dans les pays en voie de développement. En Afrique subsaharienne, environ 1,6 million de personnes sont mortes du sida, en 2007, et on estimait que 22,5 millions d'individus étaient porteurs du VIH. Peu d'Africains sidéens peuvent se payer un traitement et beaucoup de pays n'ont pas les ressources médicales nécessaires pour faire face à ce qui est devenu une pandémie.

Vu la gravité de la situation, le politicien et diplomate canadien Stephen Lewis a été nommé envoyé spécial des Nations Unies pour le VIH/sida en Afrique, un poste qu'il a occupé jusqu'en 2006. Lewis croit que le sida et la pauvreté sont les principales menaces auxquelles fait face le monde aujourd'hui.

« La maladie, a déclaré Lewis à un journaliste, engendre la pauvreté en détruisant complètement les possibilités de revenus de la famille, et la pauvreté engendre la maladie parce que lorsqu'on n'a rien à manger, le système immunitaire tombe en panne. L'interrelation de la pauvreté et de la maladie est probablement la plus importante problématique sur la planète. Et cette interrelation ne se manifeste pas de façon plus éclatante que dans le cas du VIH et du sida, quand 25 millions de personnes sont déjà mortes et que 40 millions d'autres sont infectées. »

Les efforts de Lewis, combinés à ceux de l'OMS, d'individus, de groupes et de gouvernements, ont attiré l'attention sur le défi que pose le problème du VIH/sida en Afrique et ailleurs. Au Sommet mondial des Nations Unies, en 2005, certains dirigeants se sont engagés à assurer un accès universel au traitement d'ici 2010.

Afin d'atteindre cet objectif, des gouvernements ont commencé par assouplir les règles pour permettre aux fabricants de médicaments génériques de fabriquer des médicaments contre le sida plus économiques et de les distribuer dans les pays en voie de développement. Par ailleurs, des ONG, comme la Fondation Stephen Lewis, la Fondation Bill et Melinda Gates et la fondation Bill Clinton ont lancé des programmes de sensibilisation, de prévention et de traitement de la maladie.

Bien que ces mesures aient été utiles, elles n'ont pas résolu le problème. À la fin de 2006, seulement 28 % des personnes qui en auraient eu besoin recevaient un traitement contre le sida.

Figure 12-9 Ces enfants dans un hôpital de Pretoria, en Afrique du Sud, ont contracté le sida au contact de leurs parents ou sont à risque de développer la maladie. Ils font partie des 11 millions d'orphelins africains dont les parents sont morts du sida.

L’internationalisme et l’endettement

Suppose que tu gagnes 3 000 $ par mois, mais que tes dépenses, comprenant entre autres le remboursement d’un prêt, s’élèvent à 4 000 $ par mois. Dans quelle position financière te retrouverais-tu à la fin de l’année ?

Il arrive que des pays se retrouvent dans une situation du genre. La Jamaïque, par exemple, a beaucoup emprunté auprès de banques privées, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Le gouvernement jamaïcain avait cru que la croissance économique et l’augmentation des recettes fiscales lui permettraient de rembourser ces prêts.

Mais l’économie ne s’est pas comportée comme prévu et il est devenu difficile de faire les paiements. Presque la moitié des recettes fiscales de la Jamaïque a servi à payer les intérêts des prêts. De plus, les conditions des prêts de la Banque mondiale et du FMI obligeaient le pays à resserrer ses dépenses en réduisant les services offerts aux citoyens.

D’autres pays en voie de développement connaissent des problèmes similaires. Commentant la performance du FMI, l’économiste Lester Thurow a écrit : « Le FMI se débrouille généralement très bien quand il s’agit de restaurer la stabilité financière (sa mission première) ; mais il fait généralement un gâchis lorsqu’il tente de restaurer la prospérité d’un pays (sa mission seconde). »

La Banque mondiale et le FMI devraient-ils avoir le droit de dicter aux pays à qui ils prêtent de l’argent comment gérer leurs budgets nationaux ?



Lien Internet

Pour en savoir davantage sur l’aide à certains pays d’Afrique par l’allègement de la dette, visite ce site Internet et suis les liens qui y sont indiqués.

www.cheneliere.ca

Le concept de dette odieuse

En 1927, le penseur russe Alexander Sack a inventé le concept de **dette odieuse.** Sack a alors écrit : « Si un pouvoir despotique contracte une dette non pas selon les besoins et les intérêts de l’État, mais pour fortifier son régime despotique, […] cette dette est odieuse. » Sack soutenait que de telles dettes appartenaient au régime et non à la population de l’État entier et que le peuple ne devrait pas être obligé de la rembourser si ce régime tombait.

Probe International, une ONG qui surveille la livraison de l’aide internationale canadienne, reprend le terme de Sack et l’applique aux dettes qui répondent aux critères suivants :

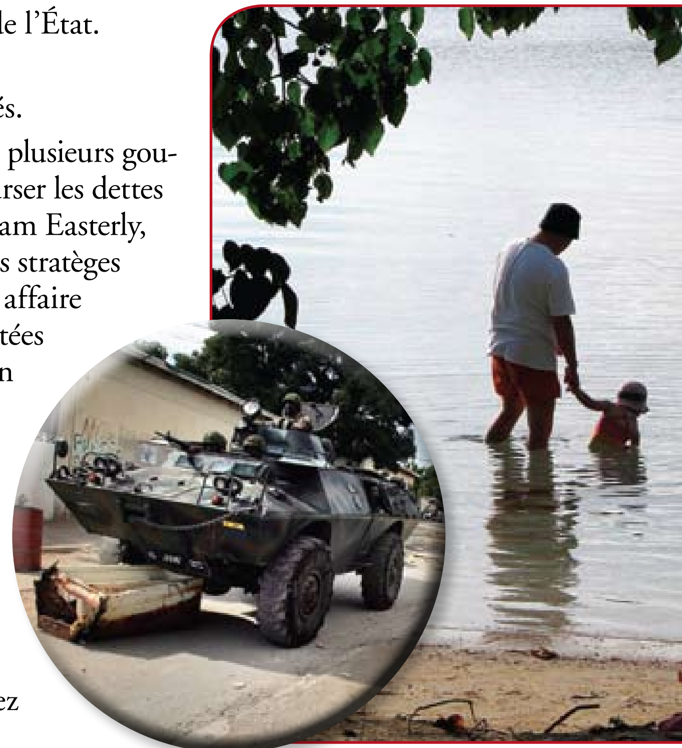
- La dette a été contractée sans le consentement des citoyens de l’État.
- Cette dette n’a pas rendu service aux citoyens de cet État.
- Le prêteur avait conscience de l’existence de ces deux réalités.

Les organisations comme Probe International, de même que plusieurs gouvernements, croient que les pays ne devraient pas avoir à rembourser les dettes odieuses. Mais d’autres observateurs, comme l’économiste William Easterly, pensent autrement. « Malgré son incroyable popularité auprès des stratèges et du public, écrit-il, l’allègement de la dette n’est pas une bonne affaire pour les pauvres de ce monde. En redirigeant ces ressources limitées vers des gouvernements corrompus connus pour leur dilapidation de l’aide, la remise de la dette ne fait souvent qu’aggraver la pauvreté des populations les plus vulnérables du monde. »

Cédant aux pressions, certains pays riches ont commencé à rayer (effacer) les prêts qu’ils avaient consentis à des pays en voie de développement. Ils croient que cela augmentera les chances de ces pays de parvenir à la stabilité économique.

Avec un camarade, prenez position en matière de remboursement de dette odieuse en vous rangeant soit du côté de Probe International, soit du côté de William Easterly. Expliquez comment vous en êtes arrivés à cette décision.

Figure 12-10 Les plages de la Jamaïque ont la faveur des touristes comme ceux qu’on voit sur cette photo et qui ne visiteront probablement pas les bidonvilles de Kingston, la capitale du pays. Là, la pauvreté a fait éclater la violence, et des véhicules de l’armée patrouillent souvent les rues (photo en médaillon).



L’internationalisme et les changements climatiques

Les changements climatiques sont sans doute le problème environnemental le plus pressant du XXIe siècle. Ces changements climatiques sont dus à une combinaison de facteurs. Les dépenses énergétiques élevées en Amérique du Nord, par exemple, créent des émissions de gaz à effet de serre, responsable en grande partie du réchauffement planétaire. En Amérique du Sud, la coupe des forêts pluviales pour faire place à l’agriculture, à l’élevage du bétail et à l’exploitation minière a détruit les arbres qui peuvent absorber le dioxyde de carbone et réduire les effets des changements climatiques.

Ces facteurs, et d’autres, contribuent à la fonte des glaciers polaires. De nombreux savants croient que cette fonte va accélérer les changements climatiques et causer des inondations destructrices partout le long des côtes continentales. La communauté internationale reconnaît que les changements climatiques touchent le monde entier et a commencé à se concerter pour prendre des mesures afin d’en ralentir le rythme.

En 1972, la Conférence des Nations Unies sur l’environnement humain a créé le Programme des Nations Unies pour l’environnement, qu’elle a chargé de la gestion des questions environnementales. Cette organisation internationale, en collaboration avec les entreprises, les gouvernements, les scientifiques indépendants et les communautés locales, encourage les partenariats pour créer et mettre en valeur des produits, des procédés et du développement durables.

Le protocole de Kyoto est un autre effort concerté de lutte aux changements climatiques. Les pays développés signataires ont convenu de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre en fonction de cibles précises. Cependant, aucune cible n’a été fixée aux pays en voie de développement, comme la Chine et l’Inde.

Certains opposants au protocole de Kyoto considèrent injuste que les pays en voie de développement n’aient pas à respecter les mêmes limites d’émission que celles des pays développés. D’autres soulignent les coûts économiques associés à l’atteinte des cibles de Kyoto. John Howard, premier ministre de l’Australie à l’époque de la signature, a fait valoir que l’atteinte des cibles de Kyoto désavantagerait les entreprises et les industries australiennes par rapport à leurs concurrentes chinoises et indiennes qui ne seraient pas obligées de respecter les mêmes limites d’émission. Howard croyait que l’Australie perdrait des emplois tandis que ses industries s’appliqueraient à réduire leurs émissions.

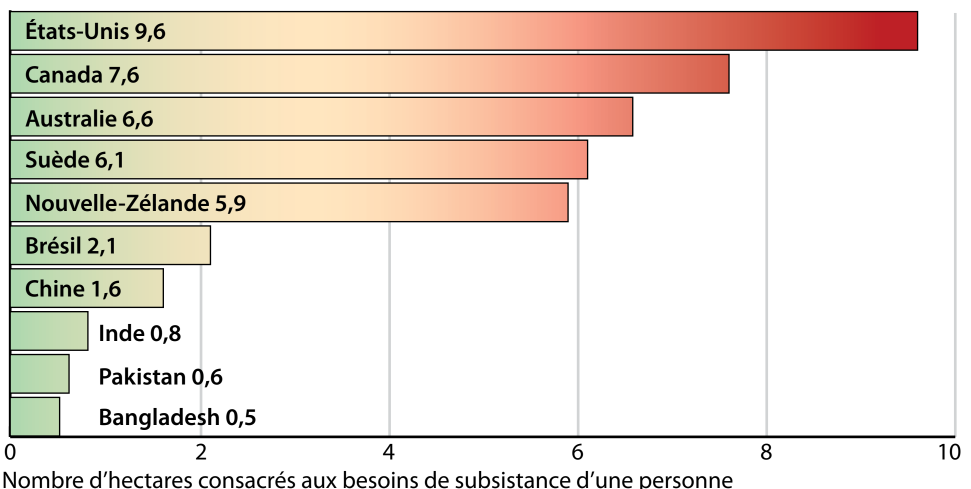
Le savais-tu?

La calotte glaciaire de l’Arctique fond beaucoup plus rapidement que prévu : en avance de près de 30 ans sur les prévisions. Si la fonte se poursuit à ce rythme, toute glace estivale pourrait avoir disparu sur l’océan Arctique, dès 2020. Cette fonte accélérerait aussi le réchauffement climatique mondial.



Figure 12-11 Cette caricature signée Bill Greenhead lance un message environnemental sans équivoque. Quel est ce message? Si tout le monde se partage la planète, les pays ne devraient-ils pas tous assumer également la responsabilité de la prévention du réchauffement climatique?

Figure 12-12 Empreinte environnementale de pays donnés, 2003



Le Canada et les États-Unis ont formulé des objections similaires. Les États-Unis et l'Australie ont refusé d'appuyer le protocole. Le Canada a signé l'accord, mais le premier ministre Stephen Harper l'a rejeté, en 2006. La difficulté de convaincre les différents pays d'adhérer au protocole de Kyoto montre combien les ententes et la coopération internationales sont difficiles à réaliser.

Examine les données présentées à la figure 12-12. Ce graphique semble-t-il confirmer la thèse selon laquelle on ne devrait pas exiger que des pays en voie de développement comme l'Inde et la Chine respectent les mêmes limites d'émission que les pays développés comme les États-Unis et le Canada ? Explique ton point de vue.

UN PERSONNAGE MARQUANT

Sheila Watt-Cloutier
À la défense du droit au froid

UN PERSONNAGE MARQUANT UN PERSONNAGE MARQUANT
UN PRESONNAGE MARQUANT

Sheila Watt-Cloutier a grandi à Kuujjuaq, une communauté établie près de la rivière Koksoak, dans le Nord québécois. Dans son enfance, elle ne portait jamais de shorts ou de t-shirts l'été. Il faisait trop froid.

Mais le climat a changé. Il fait maintenant si chaud certains jours d'été à Kuujjuaq que ses habitants vont souvent à la rivière se rafraîchir.

Sheila Watt-Cloutier ne considère pas cette nouveauté comme une amélioration. Elle croit que les Inuits ont droit au froid. Elle consacre d'ailleurs sa vie à défendre ce droit en tentant de sensibiliser davantage les gens au réchauffement climatique.

À la fin de ses études, Sheila Watt-Cloutier s'est consacrée aux problèmes sociaux, de santé et des jeunes. Cela l'a amenée à militer dans des organisations inuites régionales, nationales et internationales. Elle a présidé le Conseil circumpolaire inuit canadien, puis a assumé la direction de l'organisation à l'échelle internationale.

Son travail au Conseil circumpolaire inuit l'a amenée à négocier l'interdiction de produits chimiques toxiques. Ces contaminants se sont insinués dans la chaîne alimentaire de l'Arctique et se retrouvent maintenant dans l'organisme des Inuits. Le lait maternel de nombreuses mères inuites, par exemple, est si contaminé qu'on leur déconseille d'allaiter ou de manger du gibier.

Les Inuits parcourent le territoire et ils remarquent des changements. La glace se forme plus tard dans l'année et se brise plus tôt. Les routes traditionnelles d'hiver et d'été ont changé, car la banquise s'est modifiée. Par ailleurs, les animaux comme le caribou, que chassent les Inuits, ont modifié leurs habitudes.

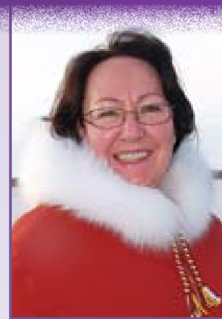


Figure 12-13 La militante écologiste Sheila Watt-Cloutier a reçu de nombreux prix et honneurs, parmi lesquels le Prix national d'excellence décerné aux Autochtones, la médaille du Gouverneur général pour la nordicité et le prix Mahbub ul Haq du Programme des Nations Unies pour le développement. En 2007, elle était en nomination pour le prix Nobel de la paix.

Sheila Watt-Cloutier croit que ces changements sont liés aux changements qui se produisent ailleurs, et qu'en quelque sorte son peuple tire la sonnette d'alarme pour le reste du monde. Elle a déclaré à un interviewer de *Gist*, un magazine environnemental en ligne : « Pour nous attaquer à des problèmes comme ceux des contaminants et du changement climatique, il sera essentiel de conjuguer nos efforts. En effet, il ne s'agit pas que des contaminants dans votre assiette, ni de la réduction du couvert de glace. C'est une question qui concerne l'humanité. Ce que nous faisons chaque jour, que nous vivions au Mexique, aux États-Unis, en Russie, en Chine, [...] peut avoir des répercussions très nuisibles sur le mode de vie de tout un peuple vivant loin de la source d'émission. »

Explore

1. Dis comment, par ses propos, Sheila Watt-Cloutier plaide en faveur d'une approche internationale de règlement des questions environnementales. Partages-tu son point de vue ?
2. Sheila Watt-Cloutier est la preuve vivante que les actions d'une personne comptent, même lorsqu'on s'attaque à des problèmes mondiaux. Détermine une mesure que tu pourrais prendre pour lutter contre les changements climatiques et expliques-en les effets.

L'internationalisme et les droits de la personne

Témoignages

On sait qu'il y a crise au Myanmar, et c'est toute l'humanité qui est dégradée quand la communauté internationale détourne les yeux. Nous devons nous attaquer à ce manque international d'intérêt, d'accès et d'information pour cette question et nous rendre compte que ces facteurs sont liés entre eux.

— *Sara Brooks, spécialiste en développement,* Human Rights Tribune, *2006*

Après l'horreur de l'Holocauste durant la Seconde Guerre mondiale, la communauté internationale a reconnu l'importance d'empêcher que de tels abus ne se reproduisent. Les Nations Unies ont donc adopté la Déclaration universelle des droits de l'homme, en 1948. Ce document expose les droits et libertés auxquels chacun a droit.

Pourquoi considère-t-on l'énumération précise des droits universels de tout individu, tels que « le droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne », comme une importante mesure de limitation d'abus éventuels ?

Quand un pays viole les droits de ses propres citoyens ou ceux des citoyens d'un autre État-nation, les Nations Unies peuvent prendre des mesures à son encontre. Cependant, il n'est pas facile de recueillir un consensus sur les mesures à prendre (ou simplement de convenir qu'il y a eu violation) à cause du jeu des alliances politiques entre les États.

Pour que les Nations Unies puissent adopter ces mesures, il faut que les cinq membres permanents de son Conseil de sécurité (la Chine, la France, la Russie, l'Angleterre et les États-Unis) donnent leur accord. On doit également obtenir l'assentiment d'une majorité d'autres membres du Conseil. Il suffit qu'un membre permanent oppose son veto à la proposition, c'est-à-dire qu'il la rejette, pour empêcher les Nations Unies d'agir.

Figure 12-14 Le Myanmar (autrefois la Birmanie)



Les droits de la personne au Myanmar

En 2007, les habitants du Myanmar, qui vivent sous un régime militaire depuis 1962, ont entrepris une série de manifestations pacifiques pour réclamer un droit de regard sur la façon dont leur pays est dirigé. Des moines bouddhistes, qui sont très respectés par le peuple à cause de leur grand sens moral, ont pris la tête des manifestations.

Le gouvernement a réagi en ordonnant à l'armée de tirer sur les protestataires non armés. Des douzaines de personnes ont été tuées, et des milliers de moines ont été arrêtés et ils n'ont pas été revus depuis.

Quand les images de cette répression brutale sont parvenues au monde grâce aux téléphones cellulaires et à Internet, le Conseil de sécurité des Nations Unies s'est réuni pour débattre d'une résolution demandant au Myanmar de relâcher tous les prisonniers politiques, d'entamer un dialogue et de cesser ses atteintes aux droits de la personne. La Chine et la Russie ont opposé leur veto, faisant valoir que les évènements du Myanmar ne menaçaient pas la paix et la sécurité mondiales. Par conséquent, les Nations Unies n'ont pris aucune mesure.

L'incapacité des Nations Unies à venir en aide aux gens du Myanmar est-elle le signe que cette organisation est aussi inefficace que l'était la Société des Nations sur laquelle tu as lu au chapitre 6 ?

L'internationalisme et les conflits

L'un des principaux objectifs des Nations Unies et d'autres organisations internationales est de favoriser la collaboration entre les pays afin d'assurer la paix et la sécurité dans le monde. Mais les problèmes touchant la paix et la sécurité sont souvent complexes et difficiles à résoudre. La communauté internationale doit donc déployer des efforts considérables pour établir un plan d'action efficace.



Presque invariablement, nous abordons le Darfour par le pratique biais militaire et politique du conflit ethnique opposant des milices arabes à des rebelles et à des fermiers noirs. Mais si on se penche sur les racines du conflit, on découvre une dynamique plus complexe. Sur fond de causes sociales et politiques, ce conflit a néanmoins commencé par une crise écologique, générée au moins en partie par le changement climatique.

— Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, 2007

Le conflit au Darfour

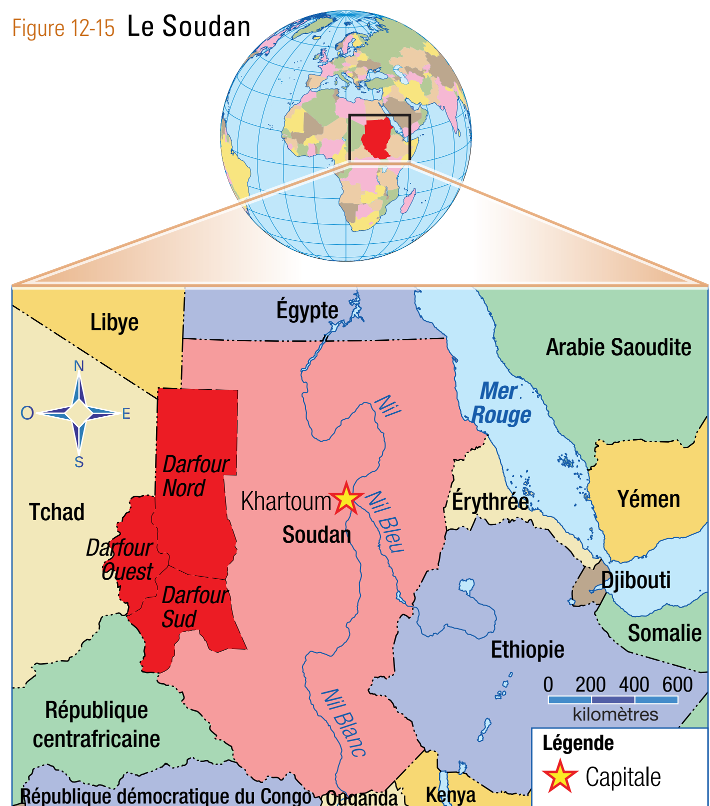
Le conflit dans la région du Darfour, dans l'ouest du Soudan, montre bien à quel point certaines causes complexes peuvent mener à la violence et rendre difficile le maintien de la paix. Environ 60 % des Darfouris sont des agriculteurs, et la plupart sont noirs. Le reste de la population est surtout constitué de pasteurs nomades ou semi-nomades d'origine arabe. Ces dernières décennies, la région a été durement frappée par la sécheresse. À mesure que l'aridité gagnait du terrain, les deux groupes se sont mis à se disputer la terre.

Cette dispute a tourné à la violence en mars 2003, quand l'Armée de libération du Soudan (ALS) et d'autres groupes rebelles ont attaqué des cibles gouvernementales au Darfour. L'ALS a déclaré que le gouvernement du Soudan (qui est dominé par les Arabes) favorise les Arabes au détriment des fermiers noirs. Depuis, une terrible guerre civile fait rage. Des troupes gouvernementales et des milices arabes janjawids ont été accusés de génocide pour avoir systématiquement abattu les Soudanais noirs. On estimait, en 2007, que 200 000 personnes avaient été tuées et qu'environ 2,5 millions d'individus avaient dû quitter leur maison.

Les Nations Unies ont tenté des négociations avec le gouvernement du Soudan, et le Conseil de sécurité a imposé des sanctions économiques à ce pays. De plus, la Cour pénale internationale a commencé à enquêter sur les crimes de guerre et a émis des mandats d'arrêt contre un ministre du gouvernement et un leader janjawid. Malgré ces mesures, la violence s'est poursuivie.

En 2004, l'Union africaine (un regroupement de pays africains) a envoyé des gardiens de la paix au Darfour, mais cette force était trop petite pour être efficace. En 2008, après d'intenses négociations, le gouvernement soudanais a accepté de laisser entrer dans le pays une force conjointe de soldats des Nations Unies et de gardiens de la paix africains.

Figure 12-15 Le Soudan



Réfléchis et réagis

Avec un camarade, déterminez des critères pour mesurer le succès des efforts internationaux de lutte contre la pauvreté, la faim, la maladie, l'endettement, les changements climatiques, la violation des droits de la personne et les conflits. Servez-vous ensuite des mêmes critères pour dresser une fiche-rapport évaluant le succès de l'internationalisme. Faites également des prédictions sur l'avenir de l'internationalisme.

Exprimer son point de vue en communiquant de façon efficace

EXERCE TES COMPÉTENCES



Figure 12-16 James-Olivier Durivage présente *Le téléjournal,* l'unique bulletin francophone en Alberta. Regarde un journal télévisé sur un réseau canadien et prête soigneusement attention au débit (manière d'énoncer) des présentateurs.

On doit couramment présenter des exposés oraux, non seulement à l'école, mais en entreprises, au gouvernement, dans des clubs et des groupes bénévoles. Une présentation en classe peut comprendre un ou plusieurs présentateurs et elle peut prendre plusieurs formes. Il est important d'apprendre à exprimer efficacement son point de vue. En suivant ces étapes, tu réussiras à mettre mieux en pratique cette compétence essentielle.

Étapes de la communication efficace d'un point de vue

Étape 1 : Choisir un sujet et un format

Avec un camarade, reprenez la fiche-rapport qu'on vous a demandé de préparer dans l'encadré *Réfléchis et réagis* (p. 285) et choisissez un thème (la pauvreté, la faim, la maladie, l'endettement, les changements climatiques, la violation des droits de la personne ou les conflits). Ce thème sera le sujet de votre exposé de deux minutes au cours duquel vous devrez expliquer et justifier votre évaluation du succès des efforts internationaux dans ce domaine.

Décidez d'un format de présentation. Vous pouvez faire un discours, présenter un diaporama électronique, tourner une vidéo ou combiner plusieurs de ces formats. Vous pouvez aussi opter pour un tout autre format.

Étape 2 : Faire une recherche

Ensemble, passez en revue le matériel que présente le manuel *Explorons le nationalisme* sur votre sujet, puis faites des recherches supplémentaires pour vous renseigner davantage. Consignez soigneusement les notes bibliographiques des sources que vous consultez.

Étape 3 : Préparer l'exposé

Comme il est évidemment impossible d'épuiser en deux minutes de pareils sujets, sélectionnez judicieusement les éléments sur lesquels vous insisterez pour obtenir un effet maximal et transmettre efficacement votre opinion.

- Préparez une introduction, les éléments à l'appui et une conclusion.
- Déterminez comment vous vous y prendrez pour présenter votre évaluation.
- Dressez une liste de l'équipement dont vous aurez besoin (par exemple, un rétroprojecteur), faites les réservations qui s'imposent et assurez-vous de bien connaître le fonctionnement des appareils.
- Préparez des réponses aux questions que vos camarades pourraient vous poser.
- Conservez la documentation qui ne vous servira pas dans votre exposé. Elle pourrait vous être utile quand vos camarades de classe vous interrogeront.

EXERCE TES COMPÉTENCES
EXERCE TES COMPÉTENCES
EXERCE TES COMPÉTENCES
EXERCE TES COMPÉTENCES

Étape 4 : Faire des répétitions

Répète ton exposé en compagnie de ton camarade. En répétition, donnez-vous des conseils en vous guidant sur la liste de contrôle ci-dessous. Sachez que vos camarades évalueront vos compétences à l'aide de cette même liste.

Étape 5 : Présenter l'exposé

Présentez votre point de vue et répondez aux questions de vos camarades. Pendant la présentation de vos camarades, évaluez leurs compétences à l'aide de la liste de contrôle ci-dessous.

À faire et à ne pas faire dans un exposé oral

Compétences	Souvent	Parfois	Rarement
Facilité à parler en public			
• A varié le ton et fait ressortir les points importants			
• A parlé clairement (tout le monde pouvait l'entendre)			
• Faisait des pauses à la fin des phrases ; parlait sans précipitation			
• A prononcé les termes sans bafouiller			
• Était préparé à répondre aux questions de l'auditoire			
Langage corporel			
• Faisait face à l'auditoire			
• Se tenait droit et ne s'est pas appuyé sur la tribune ou sur la table			
• A parlé à l'auditoire ; ne lui a pas lu ses notes			
• A eu des gestes efficaces ; n'a pas gesticulé			
• A établi un contact visuel avec divers membres de l'auditoire			
Capacité de travail en équipe			
• A coordonné les interventions orales avec son camarade			
• A partagé la charge de travail avec son camarade			
Utilisation de matériel audiovisuel			
• A utilisé du matériel bien conçu et lisible			
• A installé l'équipement pour que l'auditoire puisse voir aisément			
• Savait se servir de l'équipement			

En résumé

Au fil de ce cours, tu as plusieurs occasions d'exprimer ton point de vue. Tu peux le faire efficacement en tirant profit des compétences que tu viens de mettre à l'épreuve. Ces importantes compétences te sont utiles non seulement en classe, mais aussi dans plusieurs autres situations.

L'INTERNATIONALISME EST-IL TOUJOURS LE MOYEN LE PLUS EFFICACE DE RÉGLER LES PROBLÈMES MONDIAUX ?

En 2000, les Nations Unies ont déterminé huit objectifs internationaux, appelés objectifs du Millénaire pour le développement. Ces objectifs, qui devaient être atteints d'ici 2015, comprenaient entre autres la réduction de 50 % de la pauvreté, l'accès à l'éducation primaire pour tous les enfants et la lutte contre des maladies telles que le VIH/sida. En 2008, on commençait à se rendre compte qu'aucun de ces objectifs ne sera atteint.



Le fait que le monde n'atteindra probablement aucun des objectifs du Millénaire pour le développement fixés par les Nations Unies signifie-t-il que les efforts internationaux pour résoudre les problèmes mondiaux n'auront jamais de succès ?

Le commerce international

On présente souvent le commerce international et la mondialisation de l'économie comme la solution aux problèmes mondiaux. De nombreux économistes et experts en relations internationales croient que le commerce améliore la prospérité économique, contribue à la stabilité et à la sécurité, et permet aux divers pays d'entretenir des relations pacifiques. Gerald P. O'Driscoll Jr. et Sara J. Fitzgerald, deux analystes politiques, partagent cette façon de voir lorsqu'ils écrivent : « Les pays qui commercent ensemble sont beaucoup moins susceptibles de s'affronter sur le champ de bataille que les pays qui n'entretiennent pas de relations commerciales. »

Cette opinion se reflète dans les politiques de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui a pour but de promouvoir et de gérer le commerce international. L'OMC soutient que le système de commerce mondial favorise la paix en aidant à résoudre des différends, en stimulant la croissance économique et en réduisant les inégalités. Selon l'OMC, le système « Mais elle réduit certaines inégalités, permettant aux petits pays de mieux se faire entendre et, parallèlement, libérant les grandes puissances de la tâche complexe de devoir négocier des accords commerciaux avec chacun de leurs nombreux partenaires commerciaux ».

Cependant, cette façon de voir ne fait pas l'unanimité. Des critiques font valoir que l'OMC et le commerce international placent les pays en voie de développement en situation défavorable.

John Madeley, professeur à la London School of Economics, par exemple, croit que les règles du commerce international ne profitent qu'aux pays développés : « Dans le contexte de la mondialisation de l'économie, les pays pauvres ont libéralisé leurs échanges commerciaux et les pays riches ont continué de faire du protectionnisme. Résultat : les pays en développement ont été inondés de produits à bas prix, souvent subventionnés, et cela a mis au chômage des millions de leurs fermiers et ouvriers d'usine. Le libre-échange ne peut être juste pour les pauvres. Quand toutes les barrières au commerce sont levées, les pauvres sont entraînés dans le même courant économique que les multinationales qui absorbent les deux tiers du commerce mondial. »



Figure 12-17 Cette caricature parue dans le journal *The Post* de Zambie est l'œuvre de Trevor Ford, aussi connu sous le pseudonyme de Yuss. Quel commentaire Yuss fait-il sur l'efficacité des objectifs du Millénaire pour le développement que se sont fixés les Nations Unies ? Partages-tu ce point de vue ? Explique-toi.

L’internationalisme et les États-nations

Les avis sont partagés quant aux effets de l’internationalisme sur l’avenir des États-nations. Ainsi, Joseph Stiglitz, prix Nobel d’économie et ex-vice-président directeur de la Banque mondiale, croit que le commerce international et les politiques financières ont causé beaucoup de souffrance et réduit le pouvoir décisionnel des gouvernements nationaux.

Stiglitz critique particulièrement les programmes d’ajustement structurel d’organisations comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Quand ces organisations accordent des prêts aux gouvernements des pays en voie de développement, elles exigent souvent en retour que ces gouvernements ouvrent leurs marchés à l’investissement extérieur et qu’ils réduisent leur déficit budgétaire en consacrant moins d’argent aux programmes sociaux comme l’éducation et les soins de santé.

En 2002, Stiglitz a déclaré au *New York Times Magazine* que le FMI, « en dictant ses politiques, mine le processus démocratique ».

Chacun son tour

L’internationalisme est-il le seul moyen de s’attaquer aux problèmes mondiaux contemporains ?

Trois élèves répondent à cette question : Samuel, qui est né aux États-Unis et a déménagé avec sa famille à Fort McMurray quand il avait 10 ans ; Emma, une Métisse de l’établissement de Paddle Prairie ; Jane, qui vit à Calgary et descend de Loyalistes noirs réfugiés en Nouvelle-Écosse après la révolution américaine.



Samuel

Je pense que l’initiative individuelle est plus importante que les interventions des États-nations parce qu’elle permet de prendre des raccourcis ou de contourner les obstacles et les délais qui se créent dès que les gouvernements tentent d’agir. Prenez-vous en main : passez aux ampoules fluorescentes compactes, réduisez votre consommation d’eau, buvez du café équitable, signez des pétitions en ligne… faites tout ce que vous pouvez. L’initiative individuelle peut régler un tas de problèmes si chacun prend ses responsabilités.



Emma

Pour des questions comme la maladie, l’efficacité de l’internationalisme est prouvée. Les réussites de groupes internationaux comme l’Organisation mondiale de la Santé sont exemplaires. Les pays en voie de développement ne peuvent tout faire seuls… Il est d’ailleurs dans notre intérêt que ces pays soient pacifiques et prospères. Ils représentent pour nous des marchés où vendre nos produits, et s’ils sont en difficulté, notre stabilité et notre prospérité s’en ressentent. La communauté internationale doit donc trouver des solutions, et je crois que c’est ce qu’elle fait, même si les progrès sont lents.



Jane

Je ne sais pas. Je ne suis pas sûre que l’internationalisme fonctionne vraiment, du moins pas de la façon qu’il est organisé maintenant. Si j’étais optimiste, je dirais probablement que les choses s’améliorent, même si ce n’est que petit à petit. Mais si j’étais pessimiste, je dirais que le monde développé profite du monde en voie de développement, et que les pays en voie de développement n’endureront pas cela éternellement.Ça finira par créer du ressentiment et cela pourrait mener à de la violence.

À ton tour

Quelle réponse apporterais-tu à la question à laquelle Samuel, Emma et Jane ont répondu ? Explique ton point de vue.

Témoignages

À l'internationalisation sauvage du capital a maintenant succédé l'internationalisation des mouvements et des organisations populaires. Nous construirons des organisations et une solidarité internationales et ferons une révolution de l'intérieur : une société civile sans frontières. Cet internationalisme ou « mondialisation par la base » sera l'assise d'un village planétaire participatif et durable.

— *Tiré de* Global Pillage to Global Village, *un rapport conjoint signé par près de 80 groupes américains opposés à l'Accord de libre-échange nord-américain, 1993*

Déclin ou changement de perception ?

Dans son livre *Fortune Favors the Bold : What We Must Do to Build A New and Lasting Global Prosperity,* Lester Thurow écrit que le pouvoir de chaque État-nation de contrôler sa propre destinée diminue.

> Au XXe siècle, les gouvernements en étaient venus à se considérer comme des sortes de contrôleurs aériens qui orchestraient le flux de leurs économies. Avec la mondialisation, ce pouvoir est en train d'échapper aux gouvernements, petits ou grands. Ces derniers jouent toujours un rôle important dans l'économie fondée sur le savoir, mais au lieu d'être les contrôleurs aériens des évènements économiques qui se déroulent à l'intérieur de leurs frontières, ils deviennent, par la force des choses, des bâtisseurs d'aéroports qui construisent des pistes dans l'espoir de voir atterrir chez eux des portions de l'activité économique mondiale.

Toutefois, d'autres observateurs considèrent ce changement non comme un déclin du pouvoir des États-nations, mais comme une nouvelle perception que les gens ont d'eux-mêmes dans le monde. Dans un article paru en 1997 dans le magazine *Foreign Affairs,* Jessica Matthews, une spécialiste des affaires internationales, écrivait qu'une « nouvelle répartition du pouvoir entre les États, les marchés et la société civile » avait pris place.

Par « société civile », Jessica Matthews veut dire les groupes non gouvernementaux et non commerciaux comprenant les ONG, les groupes communautaires, les groupes religieux et les universités. De l'avis de plusieurs, la société civile met en relation les citoyens, les États-nations et les organisations internationales, ce qui offre aux individus des occasions sans précédent d'influencer les politiques et les évènements, sur les plans municipal, régional, national et international.

Jessica Matthews considère ces changements comme une évolution positive dans l'histoire des États-nations. Elle écrit :

> Dans le contexte de la mondialisation de l'économie, les gouvernements nationaux ne sont pas simplement en perte d'autonomie. Ils partagent leurs pouvoirs (y compris des pouvoirs politiques, sociaux et de sécurité qui font partie de la souveraineté) avec des entreprises, des organisations internationales et une multitude de groupes de citoyens. […] La concentration du pouvoir entre les mains des États qui a débuté en 1648 avec les traités de Westphalie est finie, du moins pour quelque temps. […] Le respect de normes internationales prend graduellement le dessus sur les revendications nationales ou régionales. Même les États les plus puissants sont souvent contraints par le marché et l'opinion publique internationale d'adopter telle ou telle ligne de conduite.

Figure 12-18 Cette caricature intitulée *Nationalisme aveugle* est l'œuvre d'Ares, un caricaturiste cubain. Quel message fait-elle passer ? À ton avis, comment Ares considérerait-il le déclin du pouvoir de l'État-nation ?



Comme Jessica Matthews, le philosophe et militant politique Noam Chomsky croit que les individus ont le pouvoir d'obliger les gouvernements nationaux et la communauté internationale à résoudre les problèmes du monde. Selon Chomsky : « Les États ne sont pas des agents moraux, mais les gens le sont et ils peuvent imposer des codes moraux aux puissantes organisations. »

Qu'en penses-tu ? Ce qui se produit est-il le déclin du pouvoir des États-nations ou une évolution du fonctionnement des gouvernements ? Prédis les conséquences qu'un rôle diminué des États-nations pourrait avoir. Ce résultat que tu prédis constituera-t-il un changement positif ou négatif pour le monde ?

POINTS DE VUE

POINTS DE VUE POINTS DE VUE POINTS DE VUE

Pour beaucoup de gens, les Nations Unies incarnent l'internationalisme en action. Mais est-ce que l'ONU demeurera un outil de gestion efficace des problèmes mondiaux au XXIe siècle ? Voici ce que répondent à cette question trois personnes à qui l'ONU tient à cœur.



Gareth Evans est un ex-politicien australien qui a siégé au Comité consultatif du Secrétaire des Nations Unies sur la prévention du génocide. Il a tenu les propos qui suivent dans une allocution présentée au ministère des Affaires étrangères du Canada, en 2005.

Aucun organisme au monde n'est capable de susciter autant de rêves et autant de frustrations que les Nations Unies. Nous en avons eu amplement la preuve cette année. Beaucoup de gens doutent maintenant, et avec raison, de la capacité des Nations Unies et de ses États membres de se réformer. […] Mais nous n'avons d'autre choix que de nous astreindre à réussir, tous autant que nous sommes.



Srgjan Kerim est un ex-ministre des Affaires étrangères de Macédoine. En 2007, quand il a été élu président de l'Assemblée générale des Nations Unies, il a pressé les membres de former des partenariats et de rendre la mondialisation plus inclusive.

Si l'on trouve le courage de s'élever au-dessus de ses propres intérêts, je crois qu'il est possible de mettre en œuvre une nouvelle culture des relations internationales. L'ONU doit jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration d'une nouvelle culture des relations internationales fondée sur la confiance accrue, sur la coopération mutuelle et sur l'élaboration de consensus économiques plus équitables. […] Une telle réalisation mènera encore nécessairement […] à une certaine dilution de la souveraineté sur le plan individuel et international.



Depuis 1978, l'écrivain et romancier **Shashi Tharoor** a joué plus d'un rôle aux Nations Unies. L'extrait qui suit est tiré d'un article paru, en 2005, dans le magazine *New Internationalist.* Tharoor rappelle que l'ONU n'a pas été créée pour conduire l'humanité au paradis, mais pour la sauver de l'enfer.

L'ONU n'est pas qu'un organisme de protection ; ce n'est pas non plus un genre d'OTAN pour le monde. Quand la crise actuelle sera passée, le monde devra encore s'attaquer à ce que le Secrétaire général Kofi Annan appelle « les innombrables problèmes sans passeport » qui ne connaissent pas les frontières ; les armes de destruction massive et le terrorisme, certainement, mais aussi la dégradation de notre environnement collectif, la propagation des maladies contagieuses et la faim chronique, la violation des droits de la personne et le redressement des torts, l'analphabétisme endémique et l'exode des populations.

Ce sont là des problèmes qu'aucun pays, si puissant soit-il, ne peut régler seul. Comme quelqu'un l'a dit un jour de la pollution de l'eau : nous vivons tous en aval de quelqu'un d'autre. Ces problèmes qui ne connaissent pas de frontières nécessitent aussi des solutions qui traversent les frontières.

Explore

1. Par une expression ou une phrase simple, résume le message de chaque citation.
2. Y a-t-il un fil conducteur entre les propos de Gareth Evans, Srgjan Kerim et Shashi Tharoor ? Si oui, explique en quoi il consiste. Si non, explique ce qui distingue ces points de vue.
3. Avec un camarade, discutez l'affirmation suivante : « Si les Nations Unies n'existaient pas, les gens devraient l'inventer. »

1. Marshall McLuhan a employé l'expression « village planétaire » pour exprimer sa conviction que les peuples du monde étaient de plus en plus étroitement liés. Explique comment l'idée de village planétaire de McLuhan peut remettre en cause notre vision du nationalisme. Le nationalisme a-t-il toujours sa place dans un village planétaire ? Dans un tel contexte, le concept de nationalisme est-il démodé, ou est-il, au contraire, plus important que jamais ?

2. Documente-toi sur la relation entre l'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta et les changements climatiques mondiaux. Expose brièvement ta position sur les aspects suivants de cette relation :

   a) un problème environnemental international ;
   b) la responsabilité de l'Alberta par rapport à la communauté mondiale ;
   c) la réaction du Canada aux pressions montantes réclamant des réductions des émissions de gaz à effet de serre.

3. En groupe de trois ou quatre, concevez et réalisez une affiche en faveur d'une action internationale pour régler l'un des grands problèmes mondiaux explorés dans ce chapitre (pauvreté, faim, maladie, endettement, changement climatique, droits de la personne et conflits armés) ou tout autre problème mondial qui vous tient à cœur.

   Rédigez une déclaration expliquant la raison d'être de l'affiche, son objectif et son message. Présentez votre affiche au reste de la classe.

4. Pendant des dizaines d'années, le chanteur, compositeur et militant politique Bob Geldof a organisé des concerts rock très médiatisés afin de sensibiliser les gens à la pauvreté pour pouvoir l'éliminer. En acceptant le prix Man of Peace qui lui a été remis à Rome, en 2005, Geldof a déclaré : « Nous vivons dans un monde fragmenté qui n'a jamais été plus en santé, plus riche ni plus libre de conflits, mais à 500 km plus au sud, les gens meurent de pauvreté. [...] Ce n'est pas seulement inconcevablement absurde, c'est moralement répugnant. »

   À quoi Bob Geldof fait-il allusion quand il dit « à 500 km plus au sud » ?

   En tes propres mots, explique le message de Bob Geldof. Dans ton explication, n'oublie pas d'indiquer la relation entre les paroles de Geldof et la nécessité de régler les problèmes mondiaux par une action internationale.

5. Conformément à leur charte, les Nations Unies ont la responsabilité d'assurer la protection des citoyens du monde. Mais les règles de l'ONU, qui permettent à chacun des cinq membres permanents du Conseil de sécurité d'opposer son veto aux mesures proposées, l'empêchent souvent d'assumer ses responsabilités.

   Conçois une caricature, un dessin ou un diaporama électronique qui satirise (se moque de) cette situation. Prends soin de le faire à l'aide d'images et de mots qui sont respectueux. Les stéréotypes sont inadmissibles. L'humour doit provenir de la situation, pas des personnages dans la caricature.

6. Étudie la caricature de cette page et remarque son titre.
   a) Quel message l'artiste passe-t-il sur l'état du monde aujourd'hui ?
   b) Exprime ton point de vue sur ce message en écrivant une légende à cette caricature.
   c) Choisis un des problèmes mondiaux abordés dans le présent chapitre et explique comment cette caricature le résume.

Figure 12-19 Notre monde aujourd'hui



Réfléchis au défi proposé

Ton défi pour cette question connexe consiste à participer à une conférence fictive sur la crise mondiale de l'eau. Revois les notes que tu as préparées au cours des chapitres portant sur cette question connexe, puis commence à préparer ton exposé pour la conférence. Détermine ce que tu espères réaliser et comment tu t'y prendras pour y parvenir. Choisis ensuite le matériel que tu présenteras aux autres délégués et rassemble les éléments visuels que tu entends utiliser. Pendant ta préparation, n'hésite pas à relire la rubrique *Exerce tes compétences* du présent chapitre (p. 286 et 287), qui porte sur les moyens de communiquer efficacement un point de vue.

Pense aux arguments, aux positions et aux idées que les autres délégués sont susceptibles de présenter. Note des possibilités de réponses.